

*Article 31 du Règlement***ABBY HOFFMAN**

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, demain soir à Toronto l'Association canadienne pour l'avancement des femmes et du sport décernera un prix historique à Abby Hoffman.

Je suis convaincu que tous les députés de la Chambre se joindront à moi et à l'association pour reconnaître l'immense contribution de Abby Hoffman à la cause du sport au Canada et à l'échelle internationale, ainsi qu'à la cause des femmes partout. Elle-même grande athlète et officier de l'Ordre du Canada, Abby a été directeur général de Sports Canada durant dix ans.

Il est regrettable que le ministre responsable du sport amateur l'ait délogée de ce poste. À titre de directeur général, Abby Hoffman a fait preuve d'un leadership remarquable et éclairé. Elle a orienté le sport canadien vers la poursuite de l'excellence, le soutien des athlètes et entraîneurs, ainsi que l'équité et le fair-play, c'est-à-dire la valeur morale du sport, comme le disait Bruce Kidd.

Ce qui est encore plus important, c'est que tout au long de sa vie, Abby Hoffman a été une source d'inspiration et d'encouragement pour un grand nombre de jeunes filles et de femmes. Nous profitons de cette belle occasion pour souhaiter bonne chance à Abby et nous espérons pouvoir continuer à bénéficier de son leadership.

* * *

L'ÉDUCATION

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, à titre de représentant de milliers d'étudiants qui fréquentent l'Université de l'Alberta, je veux féliciter le gouvernement d'avoir fait passer de 60 \$ à 80 \$ par mois la déduction d'impôt pour étudiant.

Je veux aussi remercier le président de l'Association des étudiants de l'Université de l'Alberta, Marc Dumouchel, ainsi que le vice-président, Randy Boissoneault, de la présentation qu'ils ont faite au caucus d'Edmonton et au gouvernement du Canada. Nous les avons écoutés. Nous allons éliminer les frais d'administration de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants. Ces mesures aideront des milliers d'étudiants dans tout le pays. En effet, un programme de prêts efficace, accessible et généreux aide les étudiants à atteindre leurs buts.

Une main-d'oeuvre bien instruite est essentielle à la compétitivité de notre pays ainsi qu'au bien-être de sa

population. Je félicite le ministre des Finances d'avoir pris ces mesures.

* * *

LE CHÔMAGE

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, les résidents de la péninsule du Niagara ont été attristés d'apprendre il y a quelques jours que 2 300 emplois allaient disparaître par suite de la décision de General Motors de fermer une usine à St. Catharines.

Nous sommes très durement touchés par cette décision ainsi que par les politiques du gouvernement. La population de la péninsule du Niagara espère que les familles des hommes et des femmes qui ont été licenciés recevront une aide, soit sous forme de cours de recyclage ou d'argent pour tenir le coup jusqu'à ce que ces travailleurs puissent se trouver de nouveaux emplois.

Nous espérons que le gouvernement envisagera sérieusement de mettre en oeuvre les programmes qu'il a déjà créés, afin que les travailleurs de General Motors à St. Catharines puissent conserver une lueur d'espoir à ce temps-ci de l'année.

* * *

[Français]

LES COOPÉRATIVES D'HABITATION

M. Benoît Tremblay (Rosemont): Monsieur le Président, l'abolition du Programme fédéral des coopératives d'habitation est une décision sauvage et injustifiable pour les familles à faible revenu. Après une évaluation en profondeur, ce programme avait été jugé pertinent et efficace en 1991 et le gouvernement avait annoncé qu'il passait du stade expérimental au stade permanent. Aucune mesure de remplacement n'a donc été prévue par les provinces, les municipalités et les groupes concernés qui ont mobilisé leurs membres pour présenter des projets concrets.

À Montréal, les familles qui habitent les coopératives ont un revenu moyen de 24 000 \$ et la moitié d'entre elles paient leur loyer au prix du marché. Cette forme collective d'accès à la propriété permet aux familles démunies de vivre dans un contexte de mixité sociale hautement souhaitable. Les efforts consentis par ces groupes, suite aux engagements du gouvernement, ne doivent pas être trahis. Le ministre des Finances doit revenir sur sa décision aberrante et annoncer la poursuite du programme dans les plus brefs délais.